

**TOURS**  
29 rue de la milletiere  
37074 TOURS Cedex 2

bp57427



Opération : **45/MONTARGIS/C.SEMI LIBERTE**  
N° affaire : 16097748\_1-8GLJS9H

Tél : 06 30 93 02 26  
Mél : benoit.lallinec@bureauveritas.com

**Direction interrégionale des services pénitentiaires  
de Dijon**  
Jordan DEBORTOLI  
72A, rue d'Auxonne  
BP 13331

**45/MONTARGIS/C.SEMI LIBERTE**  
**7, rue Cour Jean Dupont**  
**BP 40136**  
**45201 MONTARGIS CEDEX**


**Direction interrégionale des services pénitentiaires de  
Dijon**  
**72A, rue d'Auxonne**  
**BP 13331**  
**21033 DIJON CEDEX**

**Opération de catégorie 3**

**Coordination Sécurité et Protection de la Santé**  
**Plan Général de Coordination**

**P.G.C.**

**Présence de Plomb**

Date d'établissement ou de modification	Rév.	Objet de la mise à jour	Rédacteur
25/02/2023	Rev0	Elaboration du PGSC en phase conception	Benoît LALLINEC 

## SOMMAIRE

<b>0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION .....</b>	<b>4</b>
<b>1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION .....</b>	<b>6</b>
<b>1.1. Présentation du projet .....</b>	<b>6</b>
1.1.1. Objet de l'opération .....	6
1.1.2. Mode de consultation des entreprises .....	7
1.1.3. Délai prévisionnel de chantier .....	7
1.1.4. Démarche environnementale .....	7
1.1.5. Prévision du nombre de lots .....	8
1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier .....	8
<b>1.2. Présentation des intervenants .....</b>	<b>8</b>
<b>2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS .....</b>	<b>9</b>
<b>2.1. Inspections Communes .....</b>	<b>9</b>
<b>2.2. PPSPS .....</b>	<b>9</b>
2.2.1. Pénalités .....	9
<b>2.3. Sous-traitance .....</b>	<b>10</b>
2.3.1. Déclaration des sous-traitants .....	10
2.3.2. Transmission du PGC .....	10
2.3.3. Obligation du sous-traitant .....	10
<b>2.4. Intérimaires .....</b>	<b>10</b>
<b>2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur » .....</b>	<b>11</b>
<b>2.6. Travailleurs indépendants art L4535-1 .....</b>	<b>11</b>
<b>2.7. Protections individuelles .....</b>	<b>11</b>
<b>2.8. Modalité d'accueil des salariés .....</b>	<b>11</b>
<b>2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers .....</b>	<b>12</b>
<b>3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE .....</b>	<b>13</b>
<b>3.1. Accès au site et réseaux provisoires .....</b>	<b>13</b>
<b>3.2. Emprise de chantier .....</b>	<b>13</b>
3.2.1. Clôture et portail .....	13
3.2.2. Accès .....	13
3.2.3. Circulations .....	14
3.2.4. Signalisation .....	14
3.2.5. Stationnements .....	14
3.2.6. Stockage .....	14
3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie) .....	14
3.2.8. Cantonnements et entretien .....	15
<b>3.3. Nettoyages (hors cantonnement) .....</b>	<b>15</b>
3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier .....	15
3.3.2. Plan d'installation de chantier .....	15
<b>3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier .....</b>	<b>16</b>
<b>4. MESURES DE COORDINATION SPS .....</b>	<b>17</b>
<b>4.1. Définition des risques particuliers .....</b>	<b>17</b>
<b>4.2. Analyse de risques .....</b>	<b>19</b>
<b>4.3. Co-activités et protections collectives .....</b>	<b>21</b>
4.3.1. Organisation de la sécurité collective .....	21
4.3.2. Déplacement de protection collective .....	22
4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise .....	22
4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles .....	22
<b>4.4. Equipement de levage .....</b>	<b>23</b>
4.4.1. Autorisation de survol .....	23
4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention .....	23
<b>4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site .....</b>	<b>23</b>
4.5.1. Approvisionnements et stockage .....	23

4.5.2. Travaux superposés .....	23
4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux .....	23
4.5.4. Protection contre le bruit .....	24
4.5.5. Protection contre l'incendie .....	24
4.5.6. Travaux en hauteur .....	24
4.5.7. Echafaudage, tour escalier .....	24
4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins .....	24
<b>4.6. Moyens communs .....</b>	<b>25</b>
4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur .....	25
4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier .....	25
4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels .....	25
4.6.4. Protection des accès – Auvents .....	25
<b>4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets .....</b>	<b>25</b>
<b>5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER .....</b>	<b>27</b>
5.1. Stockages sur le chantier .....	27
5.2. Nettoyage .....	27
5.3. Enlèvement des déchets .....	27
5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires .....	27
5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés .....	28
5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise .....	28
<b>6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION .....</b>	<b>29</b>
6.1. Déclarations particulières .....	29
6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération .....	29
6.3. Risques par rapport à un chantier voisin .....	29
6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure .....	29
6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu .....	30
6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages .....	30
6.7. Cas particulier .....	30
<b>7. ORGANISATION DES SECOURS .....</b>	<b>31</b>
7.1. Téléphone de secours .....	31
7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.) .....	31
7.3. Travail isolé .....	31
7.4. Procédure d'organisation des secours .....	31
7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident .....	31
7.6. Point de rencontre secours .....	31
7.7. Modèle de fiche de secours .....	32
<b>ANNEXES AU P.G.C. ....</b>	<b>33</b>

## 0. RAPPEL DES PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Articles L.4121-2 & 3 et L.4531-1 du Code du Travail

1. Eviter les risques ;
2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités ;
3. Combattre les risques à la source ;
4. Adapter le travail de l'homme, en particulier en ce qui concerne la conception des postes de travail ainsi que le choix des équipements de travail et des méthodes de travail et de production, en vue notamment d'atténuer le travail monotone et le travail cadencé et de réduire les effets de ceux-ci sur la santé ;
5. Tenir compte de l'état de l'évolution de la technique ;
6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui n'est pas dangereux ou ce qui est moins dangereux ;
7. Planifier la prévention en visant un ensemble cohérent qui intègre dans la prévention la technique, l'organisation du travail, les conditions de travail, les relations sociales et l'influence des facteurs ambiants au travail ;
8. Prendre les mesures de protection collective par priorité à des mesures de protection individuelle ;
9. Donner les instructions appropriées aux travailleurs ;

**Les articles L 4121-2 & 3 et 4531-1, imposent au Maître d'Ouvrage, aux Maîtrises d'Œuvres (Architectes, OPC etc...) et au Coordonnateur SPS, la prise en compte des Principes Généraux de Prévention.**

Les différents entrepreneurs doivent prendre parfaite connaissance du présent document, en retirer les éléments nécessaires à la mise au point de leur proposition et se conformer rigoureusement lors de l'exécution des travaux, aux dispositions qu'il contient.

Les prestations définies dans ce document font partie intégrante du marché de chaque entreprise.

Les éléments contenus dans le présent document ont un caractère obligatoire. Les entreprises contractantes y compris les sous-traitants et travailleurs indépendants doivent en tenir compte notamment pour l'élaboration de leurs PLANS PARTICULIERS DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE (P.P.S.P.S.).

En matière de sécurité et de protection de la santé du personnel, les entreprises ont non seulement une obligation de moyen, mais également une obligation de résultat.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité. Les entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et de mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

Article L.4532-6 du code du travail :

L'intervention du Coordonnateur SPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent en application des autres dispositions du Code du Travail à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

Le coordonnateur a été nommé en phase **Conception**

Ce PGC a été réalisé sur la base :

- des pièces écrites et graphiques en phase DCE (CTTP, plans)
- de la visite préalable sur site
- des diagnostics amiante et plomb avant travaux

# 1. RENSEIGNEMENTS SUR L'OPERATION

## 1.1. Présentation du projet

### 1.1.1. Objet de l'opération

Le projet consiste à réaliser des travaux de mise en conformité concernant l'accessibilité PMR, de l'établissement pénitentiaire autonome, centre de semi-liberté (C.S.L.) situé au 7 cours Jean Dupont 45200 MONTARGIS. L'établissement demeurera en exploitation sur toute la durée du chantier, les travaux se dérouleront donc en milieu occupé.

L'établissement pénitentiaire était à l'origine une prison aménagée dans un ancien couvent des religieuses visitandines construit en 1630. L'établissement a été transformé à usage de prison en 1812.

Dès 1792, les révolutionnaires y incarcèrent des détenus politiques mais la mise en service officielle de l'ancienne maison d'arrêt date de 1930. Elle fut transformée en Centre de Semi-Liberté en 2000.

La capacité administrative actuelle d'accueil est de : 20 places réparties sur 10 cellules doubles d'environ 14m<sup>2</sup>.

L'établissement est composé de 3 zones, s'agissant :

- L'accès à l'établissement (situé au niveau Sous-sol) est desservi par de multiples emmarchements rendant impossible l'accès aux UFR (Demande de dérogation). La cour intérieure dessert la cour de promenades, les vestiaires et la salle de musculation localisée en sous-sol.
- Une zone administrative où est implantée le bureau du Greffe en RDC surélevé.
- Une zone de détention en R+2 totalisant 10 cellules réparties sur les 3 niveaux. Une bibliothèque en RDC, une salle d'activité & douches collectives au 1er étage.

Le présent document traite la mise en accessibilité des Personnes à mobilité réduite type 'Détenus'. Dans ce type d'établissement ERP type PE, la circulation en totale autonomie ne peut être envisagée. Des surveillants de l'Administration Pénitentiaire assurent un accompagnement des détenus dès leur arrivée à la porte d'entrée.

Le régime de semi-liberté ne prévoit pas de visiteur tels que les familles.

Le programme initial prévoit :

#### Accès au bâtiment principal avec prise en charge par les surveillants des détenus

- La porte d'accès à l'établissement est située côté Canal. Il est desservi par deux marches non repérées.
- Un visiophone est fixé dans l'épaisseur du meneau, et à hauteur supérieur à la réglementation.

#### Demande de dérogation

Impossibilité technique liée à la structure du bâtiment ne permettant pas de rendre accessible l'ensemble des locaux aux Usagers en Fauteuils Roulants.

Circulations verticales :

Depuis l'accès principal, tous les accès disposent de plusieurs marches telles que l'accès à la cour intérieure, à la cour de promenade, aux vestiaires, à la salle de musculation, au bureau du Greffe, à la bibliothèque et à toute la zone de détention.

Il y a majoritairement des emmarchements permettant d'accéder d'un niveau RDC bas vers RDC, ou Sous-sol.

Les accès aux locaux situés aux Sous-Sol, RDC surélevé, 1er et 2ème étage sont desservis par des escaliers intérieurs équipés de garde-corps faisant office de main courante non conforme, et sans aucune signalisation de repérage visuel et tactile.

#### Circulations horizontales

- La circulation intérieure horizontale est d'au moins 1,20m dans le dégagement principal avec rétrécissement de 0,90m.
- Une grille avaloir disposant de trous >2cm est localisée en amont de l'accès menant à la cour de promenade.

#### Portes :

- La quasi-totalité des portes d'accès desservant les locaux ouverts au public disposent d'un passage libre <0,77m, et d'une hauteur pouvant être <2,00m.

#### Cellules de détention :

Les cellules sont réparties sur les 3 niveaux de détention. Pour répondre à la réglementation 1 cellule doit être

adaptée (Porte d'accès à la cellule, aménagement d'un espace sanitaire adapté avec douche-WC-lavabo recevant actuellement jusqu'à 4 détenus).

#### Équipements de dispositifs de commande :

- Le lecteur biométrique est installé dans le bureau du Greffe.
- Les patères en cellule, et douches sont des modèles spécifiques anti-pendaison dont les hauteurs ne répondent pas à la réglementation 'Hauteur comprise entre 0,90 et 1,30m.
- Les téléphones en cellule (Roomio), les interphones/visiophone réservés aux détenus ne sont pas implantés à hauteur conforme.



### 1.1.2. Mode de consultation des entreprises

Les marchés sont traités en corps d'états séparés.

### 1.1.3. Délai prévisionnel de chantier

Date prévisionnelle de début des travaux : 1 juin 2023

Durée prévisionnelle de réalisation (mois) : 6

Phasage des travaux: Travaux en milieu occupé 24H/24 et 7J/7. Les entreprises devront se conformer aux contraintes d'exploitation.

### 1.1.4. Démarche environnementale

#### Valorisation des déchets :

Dans un document soumis au visa du maître d'œuvre pendant la période de préparation, l'entrepreneur expose et s'engage sur :

- Le tri sur site des différents déchets de chantier et les méthodes qui sont employées pour ne pas mélanger les différents déchets,
- En cas de plate-forme de tri nécessitant un premier transport depuis le chantier, l'entrepreneur précise les méthodes et moyens employés ainsi que la localisation de l'installation,
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets à évacuer, en fonction de leur typologie et en accord avec le centre de stockage ou de regroupement,
- Les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité qui sont mis en œuvre pendant les travaux,

- L'information du maître d' œuvre en phase travaux quant à la nature des déchets et aux conditions de dépôt envisagées sur le chantier,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer la gestion des déchets,
- La mise en zone de dépôt autorisée des déblais inertes en provenance du chantier et non réutilisables sur le site.

### 1.1.5. Prévision du nombre de lots

Nombre de lots (estimation) : Le marché prévoit 4 lots séparés :

Lot 1 PREPARATION CHANTIER / GROS-OEUVRE

Lot 2 SERRURERIE / MÉTALLERIE / ÉLÉVATEUR-RAMPE AUTOMATIQUE / MENUISERIE INTÉRIEURE ET EXTÉRIEURE / MOBILIER / SIGNALISATION DE REPÉRAGE / BANDE DE VIGILANCE

Lot 3 REVÊTEMENTS MURAUX / REVÊTEMENTS DE SOL / PEINTURE / PLAFOND

Lot 4 PLOMBERIE SANITAIRE CHAUFFAGE VENTILATION / ÉLECTRICITÉ COURANTS FORTS, FAIBLES ET SSI

### 1.1.6. Prévision des effectifs sur le chantier

Effectif prévisible du personnel de chantier (estimation) : 2 à 4 personnes

## 1.2. Présentation des intervenants

Activité	Entreprise	Adresse	Média diffusion	Interlocuteur
Maitrise d'ouvrage	Direction interrégionale des services pénitentiaires de Dijon	72A, rue d'Auxonne BP 13331 21033 DIJON CEDEX	06 40 39 60 73 jordan.debortoli@justice.fr	Jordan DEBORTOLI
Maitrise d'œuvre	MLC Facilities	7 rue Alexander Fleming 21121 AHUY	06 11 51 96 96 mathias.loichot@mlc-facilities.fr	Mathias LOICHOT
Coordonnateur SPS	BUREAU VERITAS CONSTRUCTION (45)	110, boulevard de la Salle 45760 BOIGNY SUR BIONNE	06 30 93 02 26 benoit.lallinec@bureauveritas.com	Benoit LALLINEC
CARSAT	CARSAT CENTRE - VAL DELOIRE	36, rue Xaintrailles CS 44406 45044 ORLEANS CEDEX 1	06 81 26 30 17 richard.cavalle@carsatcentre.fr	Richard CAVALLE
Inspection du travail	DDETS LOIRET	Cité Coligny 131, rue du Faubourg Bannier 45042 ORLEANS CEDEX 1	ddets@loiret.gouv.fr	Inspection du travail
OPPBTP	OPPBTP	3 rue du Greffoir 45000 ORLEANS	06 12 66 86 22 anthony.marcault@oppbtp.fr	Anthony MARCAULT

Liste complète des entreprises en pièce jointe



## 2. MODALITES DE COOPERATION ENTRE ENTREPRENEURS

Ce paragraphe ne se substitue pas aux modalités pratiques de coopération qui sont jointes par le MO aux contrats de tous les intervenants.

### 2.1. Inspections Communes

L'**Inspection Commune de la séquence** est réalisée au cours de cette réunion, avec l'analyse de la coactivité.

A cette réunion, les entreprises et leurs sous-traitants devant intervenir dans la séquence doivent **OBLIGATOIREMENT** être présents afin de réaliser leur Inspection Commune.

Les Inspections Communes ne seront réalisées que lors de ces réunions.

Il est rappelé aux entreprises, qu'en cas de non réalisation de l'Inspection Commune, il leur est formellement interdit d'intervenir sur le site.

#### **Pour un sous-traitant qui ne serait pas encore désigné avant cette réunion :**

L'intervention du coordonnateur SPS ne modifie en rien la responsabilité des entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé vis-à-vis des tiers et de leur personnel.

Avant le début de son intervention sur le chantier, chaque entreprise titulaire, chaque entreprise sous-traitante ou chaque travailleur indépendant respecte les dispositions suivantes :

- OBLIGATION de participer à la visite d'INSPECTION COMMUNE conduite par le coordonnateur SPS,
- REMISE au coordonnateur SPS de son Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la santé (PPSPS), approprié et conforme au présent PGC SPS à l'issue de la VIC.

Les dates d'intervention des entreprises titulaires de lots sont communiquées au coordonnateur SPS par le maître d'œuvre dans un délai compatible avec l'organisation des visites précitées.

Pour les entreprises titulaires de lots faisant appel à un ou plusieurs sous-traitants ou travailleur indépendant, les dates d'intervention de ceux-ci sont communiquées au coordonnateur SPS par l'entreprise titulaire.

### 2.2. PPSPS

Conformément aux obligations de la loi du 31 décembre 1993 et de son décret du 26 décembre 1994, chaque entreprise intervenant sur le chantier est tenue d'établir un PPSPS. **Conformément à l'article L 4532-9, sur les chantiers soumis à l'obligation d'établir un plan général de coordination, chaque entreprise, y compris les entreprises sous-traitantes, appelée à intervenir à un moment quelconque des travaux, établit, avant le début des travaux, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé. Ce plan est communiqué au coordonnateur.**

Le Maître d'Ouvrage transmet le PGC à l'entrepreneur dans le cadre du dossier du marché de consultation, le PGC sert de base à l'établissement du PPSPS.

La mise à jour du PPSPS avant d'engager les travaux, doit tenir compte des observations résultantes de la visite d'inspection commune avec le Coordonnateur SPS.

L'entreprise chargée du gros œuvre ou le lot principal et ceux ayant à exécuter des travaux à risques particuliers mettent à disposition leurs PPSPS aux autres entreprises sur le chantier.

#### 2.2.1. Pénalités

Sans objet.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

Se conformer aux pièces écrites du marché.

## 2.3. Sous-traitance

Les entreprises titulaires de lots qui envisagent de faire intervenir un ou plusieurs sous-traitants ou travailleurs indépendants respectent la règle suivante :

- L'entreprise concernée adresse quatre semaines au préalable sa demande au maître d'œuvre qui la transmet au maître d'ouvrage.
- L'agrément est confirmé à l'entreprise par le maître d'ouvrage qui informe en copie le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS qui conduit la visite d'inspection commune.

Toute entreprise ou travailleur indépendant qui ne respecte pas ces dispositions se voit interdire l'accès au chantier par le maître d'œuvre.

### 2.3.1. Déclaration des sous-traitants

L'entreprise a l'obligation de déclarer au maître d'ouvrage tout sous-traitant qu'elle prendrait pour réaliser une partie des travaux. Cette déclaration indique la nature précise des prestations sous-traitées.

Les coordonnées des sous traitants doivent être adressées par le maître d'ouvrage au CSPS pour l'organisation de l'inspection commune.

Les entreprises qui ont l'intention de sous-traiter doivent s'assurer que les prestations de service ne sont en aucune façon des prêts de main-d'œuvre qui pourraient constituer un délit de marchandage (art. L.8231-1 du Code du Travail).

### 2.3.2. Transmission du PGC

L'entrepreneur qui fait exécuter, tout ou partie, du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage par un ou plusieurs sous-traitants, doit remettre à ceux-ci un exemplaire du PGC au dernier indice et le cas échéant, un document précisant les mesures d'organisations générales qu'il a retenues pour la sécurité et qui sont de nature à avoir une incidence sur la sécurité et la santé des travailleurs.

### 2.3.3. Obligation du sous-traitant

Le sous-traitant est soumis aux mêmes obligations que l'entreprise titulaire quant au respect des dispositions communes de sécurité et de protection de la santé. Il est soumis à toutes les obligations des entreprises.

Le PPSPS du sous-traitant doit tenir compte des informations fournies par l'entreprise titulaire et notamment celles contenues dans son PPSPS et celles contenues dans le PGC ainsi que les dispositions arrêtées en inspection commune.

## 2.4. Intérimaires

Les entreprises utilisant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné,
- que le certificat d'aptitude médical pour la profession concernée a bien été délivré,
- que les salariés intérimaires soient intégrés au personnel de l'entreprise, notamment en ce qui concerne l'accueil renforcé, la formation à la sécurité, la fourniture des équipements de protection individuelle et l'utilisation

des installations vestiaires, réfectoires et sanitaires.

## 2.5. Accueil des entreprises « location avec chauffeur »

Les entreprises faisant appel à de la location avec chauffeur, doivent le signaler dans leur PPSPS.

Les chauffeurs sont accueillis par l'entreprise qui leur explique les règles de sécurité les concernant.

## 2.6. Travailleurs indépendants art L4535-1

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier, sont assujettis aux mêmes obligations réglementaires que toute autre société, y compris :

- l'obligation de remettre au Coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité

## 2.7. Protections individuelles

Toute personne entrant sur le chantier doit être équipée des protections individuelles adaptées.

## 2.8. Modalité d'accueil des salariés

Tous les salariés présents sur le site portent de façon visible le sigle de leur entreprise sur leur vêtement de travail ou leur casque et doivent pouvoir être nominativement identifiés.

Les personnels des entreprises, doivent recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en sécurité.

Cette formation qui est assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des entreprises porte sur :

- les conditions de circulation des personnes sur le chantier,
- la sécurité pendant l'exécution du travail
- les dispositions à prendre en cas d'incident, d'accident et d'incendie.
- la situation et le contenu de la boîte de premier secours.

### Salariés étrangers :

Chaque entreprise doit pouvoir répondre aux règles suivantes, à savoir :

- Etre en possession de l'ensemble des pièces écrites et graphiques propres au chantier,
- Le référent chantier doit maîtriser la langue française pour mettre en application les consignes de sécurité du chantier,
- Le référent chantier ou le chef d'établissement doit pouvoir participer aux réunions de chantier,

Chaque entreprise tient à jour à disposition des organismes officiels de préventions et des autorités compétentes un classeur qui comporte :

- Une liste nominative de ses personnels sur site y compris les personnes intérimaires.

### Pour chaque salarié :

**D.U.E.** (Déclaration unique d'embauche) avec récépissé de l'URSSAF ou extrait du registre du personnel,

**Contrat d'intérim** si pas de DUE,

**Déclaration de détachement** pour le personnel de sociétés étrangères en provenance de la CE.

Pour les ressortissants hors CE :

**Photocopie de leur carte de séjour et de leur permis de travail.**

## **2.9. Modalités de visite du chantier par des tiers**

Des visites peuvent être organisées par le Maître d'Ouvrage qui définit les mesures de protection et de sécurité.

L'organisateur de la visite est responsable de la fourniture des équipements adaptés à cette visite. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre et le coordonnateur.

### 3. MESURES D'ORGANISATION GENERALE

du chantier arrêtées par le Maître d'œuvre en concertation avec le Coordonnateur SPS

#### Contraintes d'environnement de site

##### Présence d'amiante dans les existants

Sans objet

##### Présence de plomb dans les existants

Voir détail dans l'annexe "Présence de plomb"

#### 3.1. Accès au site et réseaux provisoires

Le chantier est localisé au sein du centre de semi-liberté au 7 cours Jean Dupont 45200 MONTARGIS.

L'opération se situe dans un établissement pénitencier avec un accès sécurisé.

L'accès au chantier est strictement réservé aux entreprises ayant réalisée l'inspection commune et se référant à ce présent PGC.

Les livraisons et prestataires ne sont pas autoriser à pénétrer seul sur le site, ceux ci doivent obligatoirement être accompagnés par le responsable de l'entreprise.

Le port des EPI est obligatoire en permanence dans l'emprise du site.

Les installations de chantier seront réalisées dans les existants, l'exploitant mettant à disposition des interventions les lieux de vie du personnel pénitencier (sanitaires, vestiaires, réfectoire).

Pour les besoins du chantier, un sous-comptage sera installé pour les raccordements ax réseaux de distribution d'eau et d'électricité, à partir des installations existantes de l'exploitant.

Pendant toute la durée du chantier, l'entrepreneur doit prendre toutes les mesures nécessaires pour ne pas salir ou détériorer la voirie publique. Dans le cas où, pour une raison quelconque, en particulier en cas de fortes pluies, le sol en surface atteindrait la limite de liquidité, l'entrepreneur devra, avant de reprendre son travail, évacuer à ses frais la boue ainsi formée.

#### 3.2. Emprise de chantier

##### 3.2.1. Clôture et portail

Les travaux sont réalisés dans des bâtiments en activité, toutes les zones chantier seront délimités par des barrières physiques.

Les entreprises intervenantes doivent mettre en place des périmètre de sécurité pour isoler leurs zones de travaux (selon méthodologie d'intervention des entreprises) .

Des panneaux « CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC » seront mis en place, sur l'ensemble du balisage.

##### 3.2.2. Accès

Le chantier est localisé au sein du centre de semi-liberté au 7 cours Jean Dupont 45200 MONTARGIS.

Les entreprises devront fournir au centre de semi-liberté un justificatif d'identité de leurs intervenants au moins 15 jours avant leur présence sur site.

Se présenter à l'accueil du centre de semi-liberté à l'arrivée sur site.  
Les intervenants devront être munis d'une pièce d'identité.

Il n'y a pas de parking dédié pour l'opération, les entreprises devront stationner sur le domaine public.

Une fois arrivé sur le chantier, les accès au chantier devront pouvoir être condamnés en dehors des heures ouvrables, les accès être libres et entretenus afin de permettre l'intervention des services de secours.

### 3.2.3. Circulations

Les circulations depuis l'accès seront plans, et accessibles pour des véhicules de chantier. Les piétons emprunteront les circulations adaptés.

Un balisage sera mis en place pour les accès et issues pour les approvisionnements et pour le personnel.  
Des mesures de nettoyage seront mises en place pour assurer la propreté des voies d'accès et de circulation à l'intérieur de l'établissement.

Les cheminements à utiliser par le personnel des différentes entreprises pour se rendre aux cantonnements et à leurs postes de travail seront réalisés en respectant les points suivants :

- \* balisage et séparation physique vis-à-vis des voies où circulent le public,
- \* signalisation et matérialisation des traversées de voies privées, après accord de l'exploitant.

### 3.2.4. Signalisation

Les entreprises mettront en place les signalisations réglementaire au niveau des zones de travaux avec les affichages "chantier interdit au public " et port des EPI obligatoires.

### 3.2.5. Stationnements

Voirie publique / autorisation de voirie si nécessaire.

### 3.2.6. Stockage

Les entreprises devront privilégier les approvisionnements en flux tendu.

Aucun stockage ne devra être réalisé en dehors de l'emprise chantier.

Les entreprises devront baliser leurs zones de stockages.

Les zones de stockages ne devront pas entraver les cheminements et circulations de chantier.

### 3.2.7. Réseaux provisoires du chantier (hors base-vie)

Pour les besoins du chantier, un sous-comptage sera installé pour les raccordements ax réseaux de distribution d'eau

et d'électricité, à partir des installations existantes de l'exploitant.

L'installation électriques mises à disposition devront être conformes aux prescriptions des règlements en vigueur et notamment les articles R.4215-3 à R.4215-17 du code du travail et de la Norme NFC 15100.

### 3.2.8. Cantonnements et entretien

Les installations de chantier seront réalisées dans les existants, l'exploitant mettant à disposition des interventions les lieux de vie du personnel pénitencier (sanitaires, vestiaires, réfectoire).

## 3.3. Nettoyages (hors cantonnement)

Le chantier doit être constamment tenu en bon état de propreté et chaque entrepreneur devra prendre ses dispositions à ce sujet.

Dans le cas de non-respect des prescriptions, ci-dessus, le maître d'ouvrage pourra, à tout moment faire procéder par une entreprise extérieure de son choix, aux nettoyages et sortie de gravois, les frais en seront supportés par les entrepreneurs.

### 3.3.1. Projet de plan d'installation de chantier

Le maître d'ouvrage s'assure auprès du maître d'œuvre que les contraintes et obligations découlant, pour les entreprises, des mesures de prévention et de coordination mentionnées à l'article R. 4532-44 sont transcrites dans les pièces constituant les dossiers de consultation des entreprises.

Il vérifie que le projet de plan d'installation de chantier est joint à ces mêmes dossiers.

Le coordonnateurs SPS collabore avec le maître d'œuvre à la transcription par celui-ci, sous forme de plan, du projet d'installation de chantier.

### 3.3.2. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise **Chaque entreprise titulaire de lot** soumet à l'accord du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS le plan de circulation et le plan des installations de chantier (plan porté au registre journal) qui doivent préciser la localisation :

- des barrières définitives prévues par le Maître d'Ouvrage,
- des conduites enterrées et aériens,
- des clôtures et protections temporaires,
- des installations destinées aux sanitaires, vestiaires et réfectoires,
- des installations de la salle de réunion et des différents bureaux,
- des zones dégagées et prévues pour recevoir les échafaudages ou la circulation de nacelles,
- de l'emplacement des moyens de secours et d'appel,
- du point de rassemblement en cas d'évacuation générale du chantier,
- du point de rencontre pour accueil des services de secours,
- des zones de stockage et de préparation, y compris zones de rétention,
- de l'emplacement des bennes à déchets,
- des accès provisoires au bâtiment,
- de l'emplacement de l'armoire générale électrique de chantier et des coffrets divisionnaires.

La fourniture, l'installation et l'entretien des divers éléments nécessaires à ces différentes installations sont à la

charge de l'entreprise **Chaque entreprise titulaire de lot** y compris le fléchage pour indiquer le chantier ainsi que la signalétique de sécurité.

### 3.4. Tableau récapitulatif des mesures d'organisation générale de chantier

Poste	Réalisé par ?	Géré par ?	Echéance de fin
Clôture et portail	Chaque entreprise titulaire de lot	Chaque entreprise titulaire de lot	Durée des travaux
Accès	Chaque entreprise titulaire de lot	Chaque entreprise titulaire de lot	Durée des travaux
Circulations	Chaque entreprise titulaire de lot	Chaque entreprise titulaire de lot	Durée des travaux
Signalisation	Chaque entreprise titulaire de lot	Chaque entreprise titulaire de lot	Durée des travaux
Stationnement	Domaine public	Domaine public	
Stockage	Chaque entreprise titulaire de lot	Chaque entreprise titulaire de lot	Durée des travaux
Réseaux provisoires de chantier	Existants (sous-comptage)	Chaque entreprise titulaire de lot	Durée des travaux
Coffret électrique général	Existants (sous-comptage)	Chaque entreprise titulaire de lot	Durée des travaux
Coffret divisionnaire et éclairage	Existants (sous-comptage)	Chaque entreprise titulaire de lot	Durée des travaux
Cantonnement	Exploitant	Chaque entreprise titulaire de lot	Durée des travaux
Infirmier de chantier	Sans objet	Sans objet	
Nettoyage hors cantonnement	Chaque entreprise titulaire de lot	Chaque entreprise titulaire de lot	Durée des travaux
PIC	Chaque entreprise titulaire de lot	Chaque entreprise titulaire de lot	Durée des travaux
Protections collectives	Chaque entreprise titulaire de lot	Chaque entreprise titulaire de lot	Durée des travaux
Accès hauteur communs	Sans objet	Sans objet	
Déchets - Gravats	Chaque entreprise titulaire de lot	Chaque entreprise titulaire de lot	Durée des travaux



## 4. MESURES DE COORDINATION SPS

### 4.1. Définition des risques particuliers

Décomposition des interventions en fonction de la liste des travaux comportant des risques particuliers pour lesquels un plan général simplifié de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est requis en application de l'article R. 238-25-1 ou de l'article R. 238-25-2 du code du travail est fixée ci-après :

1	Travaux présentant des risques particulièrement aggravés, par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : - à des risques de chute de hauteur, au sens des dispositions générales du CT Articles 4121-1 à 5 - à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement	×
2	Travaux exposant les travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article r. 241-50, ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles r. 231-56-11-i et r. 231-65-i	×
3	Travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable suivant les textes en vigueur	
4	Travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé	
5	Travaux exposant les travailleurs au contact de pièces nues sous tension supérieure à la très basse tension (tbt) et travaux à proximité des lignes électriques de htb aériennes ou enterrées	×
6	Travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade	
7	travaux de puits, de terrassements souterrains, de tunnels, de reprise en sous-œuvre	
8	Travaux en plongée appareillée	
9	Travaux en milieu hyperbare	
10	Travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 mètres cubes	
11	Travaux comportant l'usage d'explosifs	
12	Travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé	
13	Travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t/m, tels que grues mobiles ou grues à tour	

Calendrier hypothèse	Tâches / lots	Danger(s)	Essentiels de la séquence
	TCE	Engins et matériels Inflammation, explosion Contact électrique direct ou indirect Chute d'objets, éclats Inhalation poussières Bruit, vibrations Déplacement de plain-pied Travail en hauteur Produits dangereux Manutention manuelle	

## 4.2. Analyse de risques

### TCE

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Engins et matériels	<p>Port du gilet rétro-réfléchissant et EPI tels que casque, chaussures de sécurité.</p> <p>Baliser et neutraliser les zones d'évolution des engins et des zones de levage.</p> <p>Tous les engins seront à jour des contrôles périodiques obligatoires et équipés de signal sonore de recul.</p> <p>Matériel homologué à jour des vérifications périodiques, équipé de ses protections intégrées.</p> <p>Nota: Les engins de terrassement utilisés pour du levage, même ponctuel auront satisfait aux contrôle périodique annuel « engins de terrassement » d'une part et au contrôle périodique semestriel « engins de levage » d'autres part."</p>	Pas de coactivité simultanée à proximité du matériel.
Inflammation, explosion	Chaque entreprise réalisera au préalable de l'utilisation d'un point chaud (meulage, perçage, soudure, découpage, ...) un permis de feu auprès de l'exploitant.	Accès interdit à la zone de travail.
Contact électrique direct ou indirect	<p>Intervention sous réseau consigné et s'assurer de la consignation avant intervention.</p> <p>Intervention sur les tableaux sous tension.</p> <p>balisages des zones et signalétique de sécurité.</p> <p>Intervention par du personnel muni des habilitations appropriées.</p>	<p>Ne pas intervenir sur les zones en présence d'installations sous tension.</p> <p>Vérifier l'absence de tension (PV de consignation...).</p>
Chute d'objets, éclats	<p>Définition dans le PPSPS de la méthodologie de déconstruction. Définir les zones d'intervention et les clôturer en tenant compte des courbes de chute.</p> <p>Mise en sécurité des zones en cours de démolition, mise en place de protection collectives provisoires ou interdiction d'accès stabiliser les éléments de construction devant être maintenus en place.</p> <p>Pas de travaux en superposition de tâches.</p> <p>Neutralisation de la zone d'intervention.</p>	Respecter les balisages et zones clôturées.
Inhalation poussières	<p>Afin de prévenir l'émission de poussières, l'entreprise procédera à une brumisation des gravats.</p> <p>Les travaux générateurs de poussières du type détalonnage de portes ou autres rabotages pour des réglages de menuiseries devront avoir lieu si possible en dehors d'une zone fermée. Dans le cas contraire, la zone devra être correctement</p>	Port des EPI adaptés.

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
	ventilée.	
Bruit, vibrations	<p>Les travaux de démolitions sont réalisés sur un site en activité, le bruit mais aussi les vibrations peuvent avoir des conséquences sur l'activité du site. Pour cela, toutes les démolitions se feront sous aspersion d'eau et les vibrations limitées au maximum.</p> <p>Rechercher et privilégier des méthodes limitant le bruit et vibration.</p> <p>Intégrer dans le planning les phase de démolition présentant ces risques hors présence des autres corps d'état.</p>	Port des EPI adaptés.
Déplacement de plain-pied	<p>Maintenir les circulations propres et dégagées.</p> <p>Nettoyage des postes de travail à l'avancement.</p>	
Travail en hauteur	<p>Installation de sécurités collectives réglementaires sur les accès et les postes de travail en fonction de la hauteur d'intervention :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Travaux de faible hauteur ; des plateformes individuelles roulantes (PIR) seront utilisées pour des hauteurs jusqu'à 2,50 m ;</li> <li>– Hauteur &gt; de 2,50 m ; Au-delà d'une hauteur de 2,50 m, l'utilisation d'un échafaudage roulant, fixe ou d'une nacelle sera imposée en fonction de son utilisation et des hauteurs d'intervention.</li> </ul> <p>En fonction du risque exporté la zone de travaux sera isolée par un balisage et une signalisation de sécurité.</p> <p>Travaux en hauteur (échafaudage à pied ou roulant) :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- La notice de montage doit être en possession des opérateurs lors du montage ;</li> <li>- Il convient de s'assurer de sa stabilité, notamment par la stabilisation préalable du terrain, la mise en place de stabilisateurs ;</li> <li>- L'accès doit être sur et chaque niveau doit être équipé de garde-corps réglementaires, de plinthes...</li> </ul> <p>Je vous invite à vous référer à la recommandation de la CNAMTS R 408 et recommandation de la CNAMTS R457.</p>	
Produits dangereux	<p>En cas d'emploi de produits solvantés, respecter les mesures de sécurité élémentaires.</p> <p>Veillez à ce que les sources d'énergies (étincelles, flammes, appareils se déclenchant automatiquement) soit neutralisées.</p> <p>Mise en place de signalétique de sécurité signalant la mise en oeuvre de produits à base de solvant.</p>	

Dangers en relation avec la co-activité	Mesures de prévention à mettre en œuvre par le titulaire de la tâche	Mesures de prévention à mettre en œuvre par les autres entreprises
Manutention manuelle	Limitier le port de charges. Les approvisionnements et évacuations de matériel devront être mécanisés autant que possible. Utilisation de chariots d'aide à la manutention. Formation du personnel aux gestes et postures.	

## 4.3. Co-activités et protections collectives

### 4.3.1. Organisation de la sécurité collective

Les grands principes qui régissent l'organisation de la sécurité sur le chantier sont :

- Chaque intervenant est responsable de la sécurité de ses salariés.
- La coordination indispensable des interventions des différentes entreprises, réclame que chaque entreprise titulaire de lot soit chargée de la fourniture, de la mise en place des protections collectives nécessaires à l'intervention. Jusqu'à l'achèvement des travaux, cette coordination doit également éviter qu'une autre entreprise enlève une protection qui gêne son travail.
- La maintenance des protections collectives est à réaliser par chaque entreprise titulaire de lot.
- Une protection suffisante et adaptée à leurs travaux doit donc être mise en place. L'entreprise doit définir dans son P.P.S.P.S, le type de protections qu'elle met en place.
- Si tel n'est pas le cas, cet entrepreneur a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux complémentaires pour assurer la protection collective.
- Les nouvelles protections sont maintenues et entretenues par l'entrepreneur les ayant modifiées, aussi longtemps que nécessaire.
- Le Coordonnateur SPS est informé des compléments ou modifications ainsi apportés avant toute intervention sur le site.
- Priorité est donnée aux installations de protection définitives par rapport aux installations provisoires,
- Tous les éléments en cours d'assemblage doivent être consolidés s'ils sont instables, scellés ou étayés même provisoirement selon les prescriptions des fabricants.
- Une délimitation des zones dangereuses ou interdites aux autres entreprises doit être effectuée. Une information doit être faite lors des réunions de chantier.

Le matériel des protections collectives est identifié et exclusivement réservé à cet usage. (couleur distincte)

Le P.P.S.P.S. de l'entreprise précise le type de matériel proposé.

Eventuellement, à la fin de ses travaux, sous réserve de l'accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et du Coordonnateur SPS, elle doit passer les consignes à l'entreprise appelée à lui succéder.

Chaque entrepreneur ayant à intervenir sur un ouvrage considéré, et quel que soit le titre auquel il intervient, doit s'assurer que les protections mises en place sont suffisantes et adaptées à ses travaux. Si tel n'est pas le cas, il a à sa charge et à ses frais, la mise en place de dispositifs nouveaux et complémentaires pour assurer la protection collective de son personnel, ainsi que le maintien et l'entretien de ces nouvelles protections.

Les modifications sont soumises au Coordonnateur et font l'objet d'un additif au P.P.S.P.S.

Le Maître d'Œuvre se réserve le droit, en cas de défaillance d'une ou plusieurs entreprises, de faire appel à une entreprise extérieure pour remettre en état les protections collectives aux frais des entreprises défaillantes.

### 4.3.2. Déplacement de protection collective

Au cas où une tâche nécessite le déplacement ou l'enlèvement d'un dispositif de protection collective, l'entreprise

(ou son sous-traitant) doit présenter la méthodologie qu'elle compte employer pour effectuer cette tâche, la nature des protections individuelles ou collectives qu'elle compte mettre en place, afin que ses ouvriers puissent travailler en sécurité pour effectuer la tâche en question et les mesures de protection qu'elle compte employer pour garantir la sécurité des autres intervenants du chantier.

Les dispositifs provisoires de protection collective doivent être conçus de manière à ne pas gêner la mise en place du dispositif définitif. Ainsi le dispositif provisoire ne sera retiré qu'une fois les protections définitives mises en place.

#### **4.3.3. Disposition en cas de carence d'une entreprise**

En cas de carence d'une entreprise, de nature à causer un risque pour les autres, sur la mise en place de protections collectives ou pour le nettoyage tel qu'il est défini, l'entreprise est tenue de se substituer à celle-ci.

Si c'est l'entreprise qui est défaillante, le Coordonnateur SPS et le Maître d'Œuvre la mettront en demeure de pallier immédiatement à ce non-respect des règles de sécurité.

En cas de refus et de danger immédiat, le Coordonnateur SPS pourra en concertation avec le Maître d'Œuvre, demander au Maître d'Ouvrage de faire intervenir une autre entreprise aux frais de la première pour remédier à la carence constatée.

#### **4.3.4. Prévention des risques de maladies professionnelles**

Les diagnostics avant travaux font apparaître la présence de plomb dans les revêtements (Cf. Rapport de diagnostic plomb avant travaux référence 002ER274871 réalisé par AC ENVIRONNEMENT).

Rappel de la réglementation :

Conformément au Code du Travail (Article R4412-1 et suivants) : Principes généraux de prévention, Prévention du risque chimique et CMR, tout Maître d'Ouvrage amené à réaliser des travaux dans un bâtiment est tenu de procéder, en collaboration avec le coordonnateur SPS s'il y a lieu, à l'évaluation des risques liés aux travaux en vue de la transmission du résultat de cette évaluation aux entreprises intervenantes.

Cette évaluation doit permettre aux donneurs d'ordre et aux entreprises intervenantes d'évaluer les risques professionnels qui dépendent de la combinaison de deux facteurs : le danger et le mode opératoire. Il n'est donc pas prévu que le diagnostiqueur s'appuie sur une valeur seuil pour conclure sur le niveau de risques que présentent les revêtements ou les matériaux identifiés comme contenant du plomb.

Les travaux doivent s'effectuer dans des locaux ventilés.

Pour les travaux dans les sous-sols, de soudure et/ou dégageant de la poussière, une ventilation mécanique doit être mise en place.

Le choix des modes opératoires et des produits mis en œuvre doit être tel qu'il n'entraîne pas de nuisances telles que : bruits, vibrations, poussières, gaz toxiques, etc . . .

En cas d'impossibilité, il est nécessaire d'employer des matériels réduisant les nuisances à la source (insonorisés, anti-vibratiles . . .).

Ce paragraphe est complété dans le PPSPS de l'entreprise. Pour un produit de même technicité existant dans le commerce, l'entreprise a pour obligation d'utiliser celui présentant le moindre risque pour la santé des travailleurs.

### **4.4. Equipement de levage**

Sans objet

#### **4.4.1. Autorisation de survol**

Sans objet

#### **4.4.2. Dispositifs d'aides à la manutention**

Les entreprises doivent prendre les mesures d'organisation appropriées ou utiliser les moyens adéquats, et notamment les équipements mécaniques, afin d'éviter le recours à la manutention manuelle de charges par les travailleurs.

Les entreprises définissent, dans leur Plan Particulier de Sécurité, les moyens de manutention spécifiques prévus, leurs consignes d'utilisation ainsi que le poids des éléments à manutentionner (préciser le type, le nombre et l'implantation).

### **4.5. Les mesures prises en matière d'interactions sur le site**

#### **4.5.1. Approvisionnements et stockage**

A partir du plan d'installation de chantier, les approvisionnements sont définis et organisés en accord avec la maîtrise d'œuvre et les entreprises.

L'ensemble est porté à la connaissance du coordonnateur SPS et évoqué lors des inspections communes.

#### **4.5.2. Travaux superposés**

Les travaux en superposition de postes de travail sont interdits. Toutes les mesures sont prises par la maîtrise d'œuvre dans sa planification des travaux pour éviter les risques de co-activité par superposition.

#### **4.5.3. Mise en œuvre de produits dangereux**

Le stockage des matières ou substances dangereuses sur le chantier doit être le plus limité possible. Les zones d'entreposage respectent les conditions de stockage prévues par le fabricant ou la réglementation. L'entrepreneur mentionne dans son PPSPS, la nature des produits dangereux qui sont utilisés et joint les fiches de données de sécurité des fabricants.

En cas de fractionnement, l'étiquetage est reproduit sur les nouveaux emballages.

La délimitation, l'aménagement et les dispositions particulières pour le stockage des matières dangereuses sont définies par l'entrepreneur après concertation avec "l'exploitant, le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS" ou sont imposées par ces derniers.

#### **4.5.4. Protection contre le bruit**

L'entrepreneur est tenu de réduire le bruit à la source et au niveau le plus bas raisonnablement possible, compte tenu de l'état des techniques.

Les entreprises doivent retenir les procédés limitant les bruits. En cas d'impossibilité, prévoir d'autres solutions d'insonorisation, notamment :

- encoffrement de la source,
- suspension anti-vibratile,
- éloignement des machines,
- protection individuelle.

#### **4.5.5. Protection contre l'incendie**

Tout feu est rigoureusement interdit sur le chantier.

La réalisation de travaux par points chauds sont soumis à la délivrance préalable d'un permis feu par l'exploitant du site.

Ce document devra être affiché sur le poste de travail.

Installation d'extincteurs adaptés aux postes de travail par point chaud.

Arrêt des travaux par point chaud deux heures avant de quitter le chantier.

Les entreprises utilisant des produits inflammables, doivent préalablement, en informer le maître d'oeuvre et le coordonnateur SPS.

Les salariés doivent connaître le maniement des extincteurs.

#### 4.5.6. Travaux en hauteur

Quelle que soit la hauteur de travail, ces travaux sont effectués à l'aide, de plate-forme de travail, de plate-forme individuelle roulante, d'échafaudages roulants, de P.E.M.P. (nacelle élévatrice, plate-forme sur mâts...) ou d'échafaudage de pied. Ce matériel doit répondre à la réglementation en vigueur et normalisé.

En tout état de cause, ces matériels doivent être installés ou évoluer sur des surfaces stables.

Les échelles, escabeaux et marchepieds ne doivent pas être utilisés comme poste de travail.

L'attention des entreprises est attirée sur le risque de travailler sur une plate-forme à partir d'un plancher ou d'un platelage à proximité d'une rive (vide de construction ou ouverture). L'intervention est obligatoirement réalisée à partir d'une plate-forme de travail stable et normalisée. Une surélévation de la protection peut être rendue nécessaire, afin de conserver la hauteur de protection.

Lorsque des dispositifs de protection collective ne peuvent être mis en œuvre, l'entreprise devra préalablement à toute intervention, justifier par écrit dans son mode opératoire (ou additif au PPSPS) de cette impossibilité de recourir aux Equipement de protections collectives.

#### 4.5.7. Echafaudage, tour escalier

Sans objet

#### 4.5.8. Utilisation et conduite des véhicules et des engins

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manœuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.

Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

La conduite des engins de chantier ne peut être confiée qu'à des conducteurs en possession du titre d'autorisation de conduite établi par son employeur.

Les manoeuvres et les évolutions avec visibilité réduite ne peuvent s'effectuer que sous la conduite d'une ou plusieurs personnes chargées :

- Du guidage des véhicules et des engins,
- de la signalisation vis-à-vis des autres utilisateurs de la zone de circulation,
- les avertisseurs sonores et optiques couplés avec la marche arrière sont obligatoires sur tous les engins de chantier.



Un exemplaire des rapports de vérifications périodiques obligatoires doit être tenu à disposition dans le registre sécurité de l'entreprise.

## **4.6. Moyens communs**

### **4.6.1. Mise en commun des équipements de travail et d'accès en hauteur**

Sans objet.

### **4.6.2. Ascenseurs définitifs en phase chantier**

Sans Objet.

### **4.6.3. Sécurisation des circulations, des accès et livraisons à pied d'œuvre, Echafaudages et matériels**

Utilisation des ascenseurs et monte-charges existants.

### **4.6.4. Protection des accès – Auvents**

Sans objet

## **4.7. Nettoyage et enlèvement des déchets**

Chaque entreprise devra quotidiennement faire le nettoyage et l'évacuation de ses gravois, ordures et matériaux non utilisés du fait de son intervention sur sa zone de travail ainsi que sur les installations de chantier.

Les accès et les voies de circulation piétons doivent rester propres. Le Maître d'Ouvrage ne pourra tolérer l'amoncellement de déblais et autres détritiques sur les « extérieurs » au chantier et sur le site.

## 5. ORDRE ET SALUBRITE DU CHANTIER

### 5.1. Stockages sur le chantier

Les entreprises doivent informer le Maître d'Œuvre de leurs besoins de stockage de matériaux sur le chantier. Les zones de stockage des matériaux sont délimitées et indiquées sur le Plan d'Installation du Chantier, qui est tenu à jour en fonction de l'avancement des travaux.

Les entreprises indiquent dans le P.P.S.P.S. si leurs travaux comprennent la mise en œuvre de substances ou des préparations dangereuses pouvant provoquer des intoxications, incendie ou explosion.

Les entreprises entreposent les produits à risque, conformément aux prescriptions des F.D.S. Tous stockages dans le bâtiment doivent faire l'objet d'une analyse par le Maître d'œuvre en concertation avec le CSPS. Ces zones doivent apparaître sur le plan d'installation de chantier.

L'entreprise précise dans son P.P.S.P.S. les règles de stockage relatives aux produits employés ainsi que les dispositions qu'elle met en œuvre en ce qui concerne notamment la ventilation et l'éclairage de ces zones de stockage.

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses zones de stockage et doit en conséquence effectuer les nettoyages quotidiens et évacuer ses déchets jusqu'aux points de regroupement convenus pendant la période de préparation et confirmés à l'occasion des réunions de chantier.

### 5.2. Nettoyage

#### Agent de propreté

Chaque entreprise désigne un Agent de Propreté qui, jusqu'à la réception T.C.E. a pour mission :

- De veiller à la propreté et au rangement des zones de stockage et des postes de travail de son entreprise
- De veiller au parfait état de propreté du chantier, des cantonnements et des voiries (à l'intérieur et à la sortie du chantier),
- D'organiser la mise en place et l'enlèvement des bennes à gravats,
- De provoquer les nettoyages

#### Nettoyage du chantier :

L'ensemble du chantier est nettoyé en permanence suivant un rythme adapté en fonction de l'importance des déchets générés par les activités du chantier. En aucun cas, les circulations ne doivent être encombrées par des déchets.

### 5.3. Enlèvement des déchets

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

#### 5.3.1. Evacuation des gravats et des déchets ordinaires

Chaque entreprise est responsable du nettoyage lui incombant, défini dans les différents chapitres.

Les déchets doivent être limités, triés. Le contrôle de leur élimination se fait par Bordereau de Suivi des Déchets (BSD), dont une copie est conservée sur le site.

Afin d'éviter toute pollution du site, les produits polluants sont stockés conformément à la fiche de données de sécurité.

Privilégier l'emploi de produit naturel.

### **5.3.2. Enlèvement des matériaux dangereux utilisés**

L'entreprise indique dans son P.P.S.P.S. les conditions d'enlèvement des déchets industriels spéciaux (produits et emballages) et indique le lieu de traitement (produits et procédures) Exemple : amiante, matériaux contaminés, produits chimiques, P.C.B. ...

Les déchets réputés dangereux doivent être évacués le plus rapidement possible. La procédure d'évacuation fera l'objet d'un accord du Maître d'Ouvrage, du Maître d'Œuvre et si nécessaire des autorités compétentes

### **5.3.3. Mesure en cas de défaillance d'une entreprise**

Sur simple constat le Maître d'Ouvrage, le Maître d'Œuvre sans mise en demeure préalable peut faire procéder aux modifications des stockages ou des nettoyages qu'ils jugeraient nécessaires par une entreprise du chantier ou extérieure. Les frais résultants sont imputés aux entreprises défaillantes.

## 6. INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION

### Sujétions découlant des interférences avec des activités d'exploitation sur le site à l'intérieur ou à proximité duquel est implanté le chantier

#### 6.1. Déclarations particulières

Il incombe aux entreprises d'établir toutes les demandes d'autorisation nécessaires à la réalisation de ses travaux et notamment :

- DT à charge du maître d'ouvrage
- Application de la loi anti-endommagement
- D.I.C.T - Sans objet.
- Demandes d'arrêtés - Sans objet.
- Autorisations concessionnaires - Sans objet.

Ces déclarations sont à établir et à diffuser par toute entreprise (compris sous traitance) dès lors qu'elle réalise des travaux en sol et à proximité des réseaux aériens.

Les renseignements sont obtenus auprès de la maîtrise d'œuvre et de l'exploitant.

Les interventions sur les réseaux existants seront soumises à l'accord de l'exploitant après demande préalable.

#### 6.2. Contraintes dues au voisinage de l'opération

Dans l'emprise du site, l'entreprise doit respecter les demandes de l'exploitant du centre de semi-liberté, l'accès est strictement réservé aux personnes déjà connues par l'exploitant (liste du personnel à transmettre et à tenir à jour). Toutes les livraisons sont gérées par un protocole de livraison avec obligation d'accompagnement de ces livraisons.

Le projet est situé dans l'emprise d'un site en activité.

Pour cela, des accès indépendant seront créés et des clôtures inamovibles mises en place dès le démarrage du chantier pour isoler totalement l'activité du chantier et l'activité de l'exploitant.

Cet exploitant sera présent pendant le chantier pour gérer au plus près les interfaces avec son activité (définition des zones chantier, interfaces avec les bâtiments existant).

Une attention toute particulière et demandé aux entreprises concernant le stockage des fournitures, le nettoyage journalier des postes de travail, la signalétique des zones interdits aux publics, etc...

En aucun cas, les travaux et interventions du chantier se superposeront sur les activités du site.

#### 6.3. Risques par rapport à un chantier voisin

Sans objet.

#### 6.4. Travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure

Les interventions ponctuelles réalisées sur le site en activité seront gérées par le décret 92 sous plan de prévention.

L'étude des modes opératoires tient compte du caractère de la production de l'établissement :

- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés sur la voie d'accès au site,
- Aucun stationnement, installation, stockage de quelque nature que ce soit ne sont tolérés en dehors de la clôture de chantier,
- Les bruits, poussières doivent être limités au minimum au vu des connaissances et techniques de mise en oeuvre actuelles,
- Les consignations et déconsignations de réseaux ne peuvent se faire qu'après avis du chef d'établissement du

centre et des services de sécurité et de maintenance en place,

- Un permis de feu doit être établi pour chaque travail par point chaud,
- Les entreprises tiennent compte également de la présence d'autres intervenants sur le site...

## 6.5. Prévention incendie et explosion, Permis de feu

Le permis feu est obligatoire et valide 24 heures pour tous travaux par points chauds.

La prévention de l'incendie et explosion passe par la gestion des travaux par points chauds qui regroupent :

- les opérations de retrait de matières ou de désassemblage d'équipements par découpage, meulage ou ébarbage,
- les opérations d'assemblage par soudures par exemple ou de mise en place ou retrait d'étanchéité en matériaux inflammables.

De manière générale, ceci comprend tous les travaux pouvant produire des étincelles ou pouvant engendrer des surfaces chaudes qui sont susceptibles d'engendrer des incendies par induction.

Les machines portatives tournantes (disqueuses, tronçonneuses, perceuses...) sont aussi concernées par les mesures de prévention.

La rédaction du permis de feu est obligatoire pour tous travaux par points chauds, que ces opérations soient réalisées par l'entreprise elle-même ou par une entreprise extérieure. Cette démarche s'intègre dans les procédures existantes (autorisation de travaux, plan de prévention, plan particulier sécurité protection de la santé (PPSPS)...) et fait partie intégrante des mesures de prévention issues de l'évaluation des risques de l'entreprise (document unique).

Le permis de feu doit être formalisé et expliqué. Chaque intervenant doit connaître les risques et les moyens à mettre en oeuvre pour les diminuer et s'engage à respecter les règles de l'intervention.

Nous demandons aux entreprises de se référer au document INRS ED6030 et notamment aux pages 11 à 14 définissant l'ensemble des démarches et comportant aussi un exemple de permis de feu.

## 6.6. Interférences avec l'exploitant si utilisation partielle des ouvrages

Pour toute intervention sur des ouvrages en exploitation celles-ci sont régies sous plan de prévention.

## 6.7. Cas particulier

Sans objet.

## 7. ORGANISATION DES SECOURS

Les consignes de sécurité et les numéros d'appel des services de secours doivent figurer sur le P.P.S.P.S. et être affichées.

### 7.1. Téléphone de secours

Le personnel présent sur le chantier doit disposer d'un téléphone de secours, pouvant être installé dans le bureau, **accessible en permanence par tous**.

Eventuellement, pour les petits chantiers où pour des zones de travail éloignées, un téléphone portable, **ouvert en permanence et en état de marche (correctement chargé)**. L'emplacement de la personne en disposant doit être connu de tous les ouvriers concernés.

### 7.2. Sauveteurs Secouristes du Travail (S.S.T.)

Au moins 5% du personnel présent sur le chantier (avec un minimum de un), quelle que soit l'entreprise, doit être Sauveteur Secouriste du Travail (S.S.T.).

Les S.S.T. doivent avoir été formés ou recyclés depuis moins de 2 ans et ont obligatoirement, à l'arrière de leurs casques, un autocollant d'identification.

La liste des secouristes, à jour en permanence, est affichée près du téléphone défini ci-dessus.

Il en est de même pour la liste du matériel médical existant sur le chantier.

### 7.3. Travail isolé

Les entreprises prennent toutes les mesures nécessaires afin qu'un travailleur isolé puisse signaler toute situation de détresse et être secouru dans les meilleurs délais.

### 7.4. Procédure d'organisation des secours

Chaque entreprise titulaire de lot doit préciser dans son PPSPS, les mesures d'organisation qu'elle met en oeuvre en cas de dégradation volontaire (pénétration des services de secours en zone confinée) ou non, du confinement (Alerte, Évacuation du chantier . . .).

### 7.5. Déclaration en cas d'accident ou incident

Outre les déclarations réglementaires d'accident effectuées par l'entrepreneur, les accidents ou incidents sont signalés au maître d'ouvrage, au maître d'œuvre et au coordonnateur SPS.

### 7.6. Point de rencontre secours

Le point de rencontre secours sera défini par chaque entreprise titulaire de lot pour son intervention et représenté sur le plan d'installation de chantier.

L'accès au site doit être à tout moment accessible aux véhicules de secours.

## 7.7. Modèle de fiche de secours

### EN CAS D'ACCIDENT

**Appelez les Pompiers**



**18 ou 112**

et dites :

#### **1. ICI CHANTIER : 45/MONTARGIS/C.SEMI LIBERTE**

Adresse : 7, rue Cour Jean Dupont  
BP 40136 45201 MONTARGIS CEDEX

#### **2. PRECISEZ LA NATURE DE L'ACCIDENT :**

par exemple : Chute, éboulement, asphyxie...

LA POSITION DU BLESSE : Il est sur la terrasse, il est au sol ou dans une fouille ...

ET SI IL Y A NECESSITE DE DEGAGEMENT

#### **3. SIGNALEZ LE NOMBRE DE BLESSE(S) ET LEUR ETAT**

Par exemple : Trois ouvriers blessés dont un qui saigne beaucoup et un qui ne parle pas.

#### **4. FIXEZ UN POINT DE RENDEZ-VOUS.**

Envoyer quelqu'un à l'entrée du chantier pour guider les secours.

Le point de rencontre secours sera défini par chaque entreprise titulaire de lot pour son intervention et représenté sur le plan d'installation de chantier.

L'accès au site doit être à tout moment accessible aux véhicules de secours.

**NE JAMAIS RACCROCHER LE PREMIER**

## ANNEXES AU P.G.C.

### Liste des pièces jointes au P.G.C.

- DHOL 1
- Annexe\_Presence\_Plomb